

Étranglement des universités... pour que l'argent public finance les services publics de l'enseignement supérieur... mobilisons-nous !

Le 18 novembre, le gouvernement a annoncé une nouvelle coupe dans le budget des universités. C'est un nouveau pas en avant vers l'austérité dans un contexte où de nombreuses universités étaient déjà confrontées à des problèmes budgétaires. Il y a actuellement une dizaine d'universités en déficit selon le ministère. Si ce chiffre a baissé (elles étaient une quinzaine en 2012), cette « amélioration » masque **les plans d'austérité menés par des universités**. Ces plans se caractérisent par des coupes dans l'offre pédagogique, des coupes dans la main d'œuvre, un gel des postes, un recours massif aux emplois précaires et une dégradation de nos conditions de travail.

La communication gouvernementale vise à masquer ces réalités. Geneviève Fioraso a ainsi annoncé le 31 octobre 2014 devant l'Assemblée Nationale qu'elle demeurait résolument optimiste : l'enseignement supérieur et la recherche vont bien, « *je l'observe quand je vais sur le terrain* ». Face à ces paroles qui sonnent comme de purs mensonges, **il est temps que l'ensemble des personnels des universités fasse entendre la vérité et se mobilisent**. L'austérité, devenue une technique politique de gouvernement, n'est pas une fatalité à laquelle doit se soumettre la communauté universitaire.

➔ **Des baisses de salaires qui ne disent pas leurs noms**

C'est la logique du « faire plus avec moins » qui domine aujourd'hui à l'université. La hausse continue des charges de travail (que ce soit à un niveau administratif, pédagogique ou scientifique) autrement dit le développement de la part de travail non rémunéré par rapport à celle rémunérée, est un levier efficace pour masquer les politiques de restriction.

Le **développement de l'emploi précaire et le recours massif aux vacations** en est une autre illustration, car à travail égal une vacation est rémunérée 4 fois moins (sans compter les cotisations sociales). Ce procédé permet à l'Etat de baisser le prix du travail, en même temps qu'il permet de soumettre la politique de l'emploi à des objectifs économiques à court terme.

Quant au gel des indices des postes des personnels, il est une des expressions les plus manifestes du mépris entourant l'austérité. Il s'ajoute à **longue liste de transformations impactant les conditions de travail et de congés** : transformation de 3 semaines de congés en RTT, allongement de la journée de travail sans compensation de salaire, recul sur les conditions de congés d'avant les 35 heures passant de 60 à 45 jours, mise en place de la PFR (Prime Fonction Résultat) qui aura comme conséquence de faire baisser les primes de technicité ou de recherche de l'immense majorité des agents qui s'engagent au quotidien pour assurer le fonctionnement de leurs services,...

➔ **Dégradation des conditions morales et matérielles de travail : précaires et BIATOSS en première ligne**

Les coupes budgétaires se ressentent à plusieurs niveaux. Le problème n'est pas le nombre d'étudiants qui aurait massivement augmenté (nous revenons à un nombre d'étudiants équivalent au niveau d'il y a dix ans) mais le défaut de poste. La réduction des postes a pour effet de **surcharger les cours** et de rajouter du temps de travail aux enseignants ce qui nuit à la qualité de l'encadrement. La **baisse de l'offre de formation**, qu'il s'agisse de suppression d'options dans certaines filières, sinon de filières entières, en est un autre effet dramatique.

Cette diminution du nombre de postes accroît également la précarité, car dans le même temps le nombre de travailleurs-euses pauvres et de vacataires n'a cessé de croître. L'absence de perspectives d'être employé-es à l'université dans des conditions décentes décourage nombre de collègues et créé une ambiance délétère.

Les minimales et insignifiantes revalorisations de salaire des personnels administratifs de catégorie C (augmentation de 30 à moins 100 euros) sont largement insuffisantes et maintiennent de trop nombreux BIATSS dans des situations de vie précaire et indécente. Les personnels des services (Bibliothèques, secrétariats, comptabilité, etc.), traversent des situations de véritable souffrance. *Burn-outs*, maladies psychosomatiques, dépressions et harcèlements se multiplient.

Dès aujourd'hui, nous devons **recenser ces effets de l'austérité**, mettre des mots sur les maux, les mutualiser et les rendre visibles en nous rencontrant au plus près de nos situations de travail dans les UFR, au sein des différents services et des laboratoires.

➤ **Une évolution des modes de gouvernance : manager les économies et la privatisation**

L'autonomie progressive des universités signe un désengagement progressif de l'État. Triste résultat de la LRU et des lois Fioraso, il se manifeste par une progression claire **des logiques bureaucratiques et d'une gouvernance managériale** dans les universités mais aussi les organismes de recherches (CNRS, INSERM...). Cette nouvelle gouvernance vise à organiser, sous couvert de l'État, la direction des universités par des technocrates en fonction d'objectifs qui sont avant tout économiques. Le déficit des universités n'est pas un problème technique de baisse budgétaire, il est le résultat de choix politiques. Tout porte à croire que l'objectif inavoué est d'étrangler économiquement les universités pour imposer des mesures d'austérité et pour contraindre structurellement les universités à aller chercher de l'argent dans le privé.

➤ **Il est POSSIBLE et NÉCESSAIRE de nous mobiliser**

Le discours de « crise » et des « économies inévitables » est un moteur puissant d'abattement et de résignation car il induit un caractère fataliste aux politiques menées. Il repose sur l'idée fautive qu'il y aurait un « monde économique » distinct du « monde politique ».

On a trop vite oublié que le déficit cumulé des universités ne représente que « quelques » centaines de millions d'euros, soit 0,5% du budget global de l'ESR. Pourquoi dans ce cas mener une telle pression sur les masses salariales, les diplômés, l'avenir des étudiant-e-s ? Le procédé est tristement habituel : **faire pression sur les services publics pour des sommes macro-économiquement dérisoires pour transférer des sommes importantes dans les poches d'intérêts privés**. N'oublions pas que pendant que les universités doivent se serrer la ceinture, l'évasion fiscale se poursuit pour atteindre des dizaines de milliards d'euros, n'oublions pas les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux.

Ces choix politiques s'opèrent à une échelle nationale, européenne, voire internationale, mais s'appliquent aussi localement par les présidences d'université. Face aux politiques désastreuses impactant notre université, face à l'expression de la colère montante, **le seul mot du Président de l'Université a été de nous sommer de retourner travailler ... S'il partage le même constat que nous faisons, que fait-il concrètement pour y répondre ?** Que fait-il pour la communauté universitaire ? Va-t-il se contenter de gérer la misère ?

Parce qu'il n'y a pas de fin rationnelle à l'austérité, parce que nos conditions de travail deviennent de jour en jour plus inacceptables, retrouvons-nous et échangeons :

Assemblée Générale des personnels

Mardi 25 novembre à 12h30

Amphi 9

Pour s'inscrire sur la liste de discussion du comité d'organisation des personnels
(comorgpersonnelsmirail@googlegroups.com) **écrire à : comorgpersonnelsmirail@gmail.com**